

ARCHIVIO  
ANTROPOLOGICO  
MEDITERRANEO

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)  
ISSN 2038-3215



موش وفتو؟  
الحرية ما عند هاد  
وقت ... أعتقني!!!

ARCHIVIO ANTROPOLOGICO MEDITERRANEO on line

anno XII/XIII (2011), n. 13 (2)

SEMESTRALE DI SCIENZE UMANE

ISSN 2038-3215

Università degli Studi di Palermo  
Dipartimento di Beni Culturali, Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici  
Sezione Antropologica

Direttore responsabile  
GABRIELLA D'AGOSTINO

Comitato di redazione  
SERGIO BONANZINGA, IGNAZIO E. BUTTITTA, GABRIELLA D'AGOSTINO, VINCENZO MATERA,  
MATTEO MESCHIARI

Segreteria di redazione  
DANIELA BONANNO, ALESSANDRO MANCUSO, ROSARIO PERRICONE, DAVIDE PORPORATO (*website*)

Impaginazione  
ALBERTO MUSCO

*Comitato scientifico*

MARLÈNE ALBERT-LLORCA

Département de sociologie-ethnologie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, France

ANTONIO ARIÑO VILLARROYA

Department of Sociology and Social Anthropology, University of Valencia, Spain

ANTONINO BUTTITTA

Università degli Studi di Palermo, Italy

IAIN CHAMBERS

Dipartimento di Studi Americani, Culturali e Linguistici, Università degli Studi di Napoli «L'Orientale», Italy

ALBERTO M. CIRESE (†)

Università degli Studi di Roma «La Sapienza», Italy

JEFFREY E. COLE

Department of Anthropology, Connecticut College, USA

JOÃO DE PINA-CABRAL

Institute of Social Sciences, University of Lisbon, Portugal

ALESSANDRO DURANTI

UCLA, Los Angeles, USA

KEVIN DWYER

Columbia University, New York, USA

DAVID D. GILMORE

Department of Anthropology, Stony Brook University, NY, USA

JOSÉ ANTONIO GONZÁLEZ ALCANTUD

University of Granada, Spain

ULF HANNERZ

Department of Social Anthropology, Stockholm University, Sweden

MOHAMED KERROU

Département des Sciences Politiques, Université de Tunis El Manar, Tunisia

MONDHER KILANI

Laboratoire d'Anthropologie Culturelle et Sociale, Université de Lausanne, Suisse

PETER LOIZOS

London School of Economics & Political Science, UK

ABDERRAHMANE MOUSSAOUI

Université de Provence, IDEMEC-CNRS, France

HASSAN RACHIK

University of Hassan II, Casablanca, Morocco

JANE SCHNEIDER

Ph. D. Program in Anthropology, Graduate Center, City University of New York, USA

PETER SCHNEIDER

Department of Sociology and Anthropology, Fordham University, USA

PAUL STOLLER

West Chester University, USA



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PALERMO  
Dipartimento di Beni Culturali  
Storico-Archeologici, Socio-Antropologici e Geografici  
Sezione Antropologica



fondazione ignazio buttitta

## Editoriale

5 Gabriella D'Agostino - Mondher Kilani, *Presentazione / Présentation*

## Ragionare

9 Francesca Maria Corrao, *Arab Revolutions: The Cultural Background*

17 Samia Mihoub, *Le cyberactivisme à l'heure de la révolution tunisienne*

33 Seima Soussi, *Comment faire la révolution à l'heure d'internet?*  
*Regard sur le rôle des médias sociaux dans la révolution tunisienne*

41 Nabih Jerad, *La révolution tunisienne: des slogans pour la démocratie aux enjeux de la langue*

## Documentare

55 Emir Ben Ayed, *Luttes pour la liberté et la dignité. Témoignage post-révolutionnaire d'un photographe tunisien*

## Raccontare

73 Mondher Kilani, *Une expérience de la révolution tunisienne.*  
*Réflexions recueillies par Gabriella D'Agostino*

## Ricerca

79 Habib Saidi, *Parcours de la mort subite d'une dictature: Tourisme de colère, façadisme corrompu et révolution touristique*

89 Paola Gandolfi, *Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le «rivoluzioni»*

105 Joni Aasi, *Israël face au Printemps arabe: La force des mouvements populaires*

115 Leggere - Vedere - Ascoltare

127 Abstracts



Mondher Kilani

## *Une expérience de la révolution tunisienne. Réflexions recueillis par Gabriella D'Agostino*

*J'aimerais t'engager dans une réflexion sur la récente expérience de la révolution tunisienne et t'invite à le faire en tenant compte de ta double qualité de Tunisien d'origine et d'anthropologue de formation*

J'ai, en effet, un rapport complexe à la Tunisie. Aussi loin que je m'en souviens il me semble avoir vécu une certaine relation d'étrangeté, voire d'extériorité avec ma propre réalité. J'ai toujours été en rupture avec les valeurs de convenance, aussi bien religieuses que politiques ou morales. J'étais d'emblée au clair dans ma façon de voir les choses, d'où mon engagement précoce dans une pensée révolutionnaire qui cherchait à bousculer les idées reçues et les tabous. J'avais l'intime conviction que l'émancipation passait par l'affirmation d'une totale autonomie de l'individu, ce qui était un peu particulier dans une société où les valeurs communautaires, notamment familiales, étaient vivaces, et où la pression sociale était très présente. Mon engagement intellectuel et politique n'a fait que creuser l'écart entre mes aspirations et la perception que j'avais d'une Tunisie qui était, sous des dehors modernistes, finalement très conservatrice, très petite-bourgeoise. Une telle attitude me prédisposait à adopter un regard décentré par rapport à ma société, à vouloir en sortir pour la regarder de l'extérieur. Tant que j'étais encore en Tunisie, je n'avais le choix que de militer politiquement, avec parfois une totale inconscience des dangers qu'une telle action clandestine pouvait susciter par rapport au pouvoir répressif de l'époque.

*Est-ce pour cette raison que tu as décidé de quitter le pays?*

Oui, c'est ainsi que je me suis retrouvé finalement vivre à l'étranger, et cela seulement quelques mois à peine avant l'éclatement des événements de mai 68 auxquels j'allais participer à Paris. Le grand chambardement des valeurs auquel va donner lieu la révolte des jeunes va me confirmer dans mon refus des conventions, furent-elles cette fois celles de la société européenne de l'époque encore corsetée dans une morale datant du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est cette

effervescence culturelle qui a parachevé mon éducation sur tous les plans et a décidé de mon orientation anthropologique. J'entendais celle-ci comme une discipline de l'esprit et une expérience de la vie qui pouvait concilier une quête individuelle de sens et un projet collectif menant vers une société que je souhaitais émancipée pour tous.

*Comment ce choix intellectuel et existentiel a-t-il influencé ton regard sur la Tunisie?*

Dès lors, le regard que j'allais porter sur la Tunisie allait être non seulement critique, mais de plus en plus empreint de détachement au fur et à mesure que le régime politique s'enfonçait dans la dictature et la société s'engageait dans des formes de modernité imposées par le haut, par le fait du prince. La situation de la Tunisie sous Ben Ali, arrivé au pouvoir après un coup d'état en 1987, ne faisant qu'aggraver tous les travers constatés à l'époque de Bourguiba avec en prime l'inculture, la malhonnêteté et la rapacité. On en était arrivés dans le pays à une situation telle qu'il fallait au Tunisien ordinaire déconstruire l'absurde dans l'espoir de reconstruire le réel. Cela a complètement gâché le pays et les gens. La vie ne bruissait plus que de rumeurs et de fausses espérances sans parler des petites et grandes lâchetés dans lesquelles se sont trouvés engagés les uns et les autres, souvent pour survivre. À côté il y avait le prix extrêmement fort payé par tous ceux qui se sont opposés, et avec quel courage, au système qui avait pour vocation de broyer les individus. Dans un tel contexte, il devenait difficile d'offrir ou d'utiliser la moindre analyse sociologique ou politique susceptible de saisir une telle confusion. On avait l'impression que la société tunisienne ne pouvait être soumise aux outils d'analyse classiques. Ceci a encore aggravé le hiatus entre le réel et les manières de le parler et de le représenter. Une telle discordance n'a pas seulement touché les intellectuels et les universitaires mais l'ensemble des citoyens tunisiens qui n'ont pu disposer d'outils commensurables avec les réalités vécues.

*Pendant ces années, as-tu jamais eu l'impression que quelque chose de souterrain travaillait la société tunisienne jusqu'à remettre radicalement en question le régime politique et faire fuir le dictateur Ben Ali?*

Non, jamais. Bien au contraire, l'impression que j'avais, et en cela je ne différais ni des autres Tunisiens ni des autres observateurs étrangers, était celle d'un blocage total de la société tunisienne, malgré les nombreux soubresauts qu'a connu le pays sous forme de révoltes, de protestations et de grèves suivies de répressions sanglantes (la dernière étant celle du bassin minier de Gafsa qui fit plus de deux cents morts en 2008). On en était venu à penser à l'existence d'une certaine fatalité tunisienne face à la dictature, la corruption, l'incompétence, la violence symbolique et la répression. Une fatalité qui touchait plus généralement tous les pays arabes empêtrés, malgré leurs nombreuses différences, dans les mêmes contradictions et les mêmes formes d'autoritarisme. Les rêves avaient quitté depuis longtemps les rivages de la Tunisie, remplacés par les faux-semblants dans tous les domaines. Les gens (même ceux qui étaient les délaissés du système et n'en profitaient à aucun titre) en étaient venus à croire que le pays était développé, voire prospère, que la population était en grande partie alphabétisée, que les femmes bénéficiaient de l'égalité dans tous les domaines, que tous les Tunisiens étaient modernes, voire modernistes, qu'ils avaient une identité claire et affirmée, que les réflexes régionalistes étaient oubliés, que le tourisme était la panacée, que le pays était ouvert sur le monde, etc.

*En somme, tu partageais le point de vue qui prévalait dans «notre partie du monde»...*

Oui, en somme, c'était bien là aussi, la vision qu'avaient les étrangers, notamment les Européens, de la Tunisie. Sauf que les Tunisiens y croyaient sans y croire véritablement, enfermés qu'ils étaient dans un pays du mensonge institutionnalisé et des mascarades. Une chose était toutefois sûre. A l'inverse de la plupart des Européens et de leurs dirigeants, les Tunisiens ne pouvaient croire à la propagande selon laquelle c'était le pays de la liberté et des droits de l'homme. Le discours à ce niveau était trop faux pour qu'il puisse être gobé, bien que certains aient pu croire à une évolution positive du régime et guettaient impatientement la moindre velléité d'ouverture de sa part. Quelques mois avant la fuite du dictateur, le pays s'était rempli d'informations de plus en plus insistantes sur la corruption devenue sans limites de la famille régnante, mais aucun signe annonciateur de révolte et encore moins de révolution n'était perceptible. Il

l'était encore moins du côté de ceux dont le métier ou la vocation est d'analyser et de prédire, voire d'aider à faire surgir les événements. Même dans les colloques scientifiques que j'ai pu fréquenter sur place, l'espoir d'une ouverture si petite qu'elle soit du régime n'y était pas. Et pour cause! Les analyses pouvaient être fouillées sur certaines questions précises de l'histoire, du droit, de l'économie, de la religion, voire même de la politique, mais rien n'y faisait, le réel semblait s'être absenté ailleurs, là où l'on ne savait plus où aller le chercher ni comment l'appréhender.

*Comment expliquer un tel écart entre la perception de la réalité et la révolte? J'entends par là qu'il est difficile de croire qu'une révolution d'une telle portée puisse prendre forme dans l'«espace d'une matinée»*

Il n'est pas aisé d'expliquer ce hiatus, du moins en ce qui me concerne et pour le moment. Mais pour ce qu'il en est du domaine académique, qui est finalement le mien, on peut affirmer sans trop se tromper, qu'à quelques exceptions près, sa production était rarement en prise directe avec le réel vécu des gens et surtout avec les mécanismes de pouvoir et d'oppression que nous subissions tous et dont on ne saisissait que la force d'imposition mais en aucun la logique de fonctionnement. S'il pouvait régner une relative liberté dans les enceintes des colloques, celle-ci était néanmoins étroitement surveillée, aussi bien par l'autocensure que pratiquaient les organisateurs et les intervenants vis-à-vis de leurs propres discours que par la présence dans le public de policiers en civil et de mouchards, une ambiance quelque peu délétère qui poussait à la retenue dans la critique et le dévoilement et renforçait la méfiance des uns vis-à-vis des autres. L'impression générale était que la société se dérobait à quiconque voulait l'analyser. Non seulement celle-ci nous échappait, mais chacun semblait lui-même non seulement déconnecté de l'ensemble sociétal dans lequel il se mouvait, mais également dépossédé d'une part de soi, au point qu'aucun projet collectif, qu'aucun projet d'avenir ne pouvait être conçu sinon même envisagé. La pensée et l'action collectives étaient en quelque sorte paralysées. Chacun essayait de se sauver comme il pouvait, en cultivant son jardin privé et en produisant de son côté, ou quelquefois dans le cadre d'équipes restreintes et plus ou moins exclusives les unes des autres. Une telle situation avait toutes les chances de durer encore très longtemps.

*Suite à la chute du régime, as-tu essayé de repenser à l'histoire récente de la Tunisie cherchant peut-être à trouver, a posteriori, des traces de cet événement si inattendu et si inédit?*

La chute rapide de Ben Ali fut si peu compréhensible aux yeux des Tunisiens, à l'image de l'opacité qui a régné jusqu'alors sur les mécanismes de fonctionnement du pays sur tous les plans. Sa fuite était-elle le produit de sa lâcheté, de la trahison de quelques courtisans proches ou de la déliquescence d'un système arrivé à son terme? Quoi qu'il en soit, ce sont les gueux modernes (les jeunes, les chômeurs, les déclassés) qui sont à l'origine de ce formidable changement. Au fur et à mesure des morts qui s'accumulaient sous la répression, les autres catégories de la population sont venues s'agréger au mouvement de protestation pour constituer cette nouvelle multitude qui a soudain compris la portée de sa puissance et a voulu la récupérer des mains du tyran qui s'en est accaparée pour la soumettre. La multitude constituée désormais d'avocats, de juges, de syndicalistes, de paysans, d'enseignants, d'ouvriers, de lycéens, d'étudiants, d'employés, d'intellectuels, de fonctionnaires d'artistes, de syndicalistes, d'universitaires, de commerçants et de chômeurs, mais aussi de jeunes, de vieux, de femmes et d'hommes, a compris que le dictateur ne tire sa puissance que de la captation de la sienne propre.

*A tes yeux, une sorte de «rachat»...*

Non. Je dira plutôt une «libération». En effet, grâce à des événements qui n'étaient inscrits dans aucune planification politique et encore moins dans aucune logique révolutionnaire préalable, nous avons proprement assisté à la mise à nu du tyran. La multitude est toujours présente dans la société, mais c'est la convergence des éléments qui la composent vers un but commun qui représente chaque fois l'inattendu et l'inédit. Cela n'a pas été autrement en Tunisie. Le jour où les foules ont commencé à crier «le peuple veut la chute du régime» et à s'adresser directement au dictateur pour le sommer de «dégager», elles ont du coup récupéré leur capacité d'action. C'est cette puissance de la multitude qu'expriment de façon limpide les vers du poète Aboukacem Ecchebbi, intégrés dans l'hymne national, et repris inlassablement par les foules qui manifestaient dans tout le pays: «Lorsque le peuple un jour veut vivre, force est pour le destin d'y répondre, force est pour les ténèbres de se dissiper, force est pour les chaînes de se briser». La multitude s'est ainsi reconnue comme l'actrice principale de son destin. Ce n'était pas la masse in-

forme, ce n'était pas la rue anonyme, ce n'était pas la populace furieuse, mais un ensemble de singularités conscientes de leurs différences mais tendues vers le même but.

En nous inspirant de Hardt et de Negri, penseurs avisés de la «multitude», concept qu'ils ont emprunté au philosophe Spinoza et que la critique philosophique actuelle a remis au goût du jour, nous pouvons soutenir que la multitude qui est descendue dans la rue en Tunisie n'était ni anarchique, ni incohérente; elle n'était pas non plus passive, attendant qu'un chef, une idéologie ou une religion la dirige; elle agissait selon son propre accord. En tant que sujet multiple et intérieurement différencié, elle agissait à partir de ce qui lui était commun, la chute du régime honni de Ben Ali et la négociation d'un nouveau sens du bien commun. C'est la conjonction de tous les groupes composant la société vers un but commun qui, je crois, a le plus frappé les esprits au tout début de la révolution. C'est dans le refus collectif de la dictature et de l'indignité qui s'ensuit, que tous ces groupes ont découvert leurs singularités respectives, qu'ils ont rompu avec la représentation de ce peuple unitaire et monolithique, que la propagande de la dictature ne cessait d'encenser pour mieux l'anesthésier et le garder sous sa coupe. On découvrait enfin la différence et l'hétérogène, soit pour s'en féliciter car on y voyait ainsi une juste image du pays dont il fallait désormais tenir compte, si l'on voulait changer la vie et améliorer l'existence de tous, soit pour les déplorer face à l'impression de cacophonie que les multiples revendications allaient susciter et du sentiment naissant de menace pour la stabilité et l'avenir du pays.

*Quand as-tu commencé à suivre de près l'événement? Quand es-tu retourné pour la première fois en Tunisie?*

Après la chute de Ben Ali, j'ai tout de suite eu envie de retourner dans le pays, alors qu'auparavant, je n'y allais qu'à contrecœur et seulement pour quelques jours, le temps de présenter une conférence, de participer à un colloque ou de visiter mes parents. Je me rappelle qu'au lendemain de la révolution, je devais effectuer avec une collègue un travail de terrain en Malaisie prévu depuis longtemps. Une fois installée pour deux semaines dans la ville de Malacca, dans le Détroit du même nom, mon esprit ne pouvait se détacher du formidable bouleversement qu'était en train de connaître la société tunisienne. Heureusement que j'avais mon ordinateur portable avec moi. Grâce à l'Internet j'avais un accès quasi immédiat à toute l'actualité du pays et au foisonnement d'actions qui s'y dérou-

laient. A travers blogs et journaux électroniques, j'avais toute latitude de me transporter instantanément de mon terrain lointain vers la nouvelle Tunisie que j'avais hâte de découvrir. Sur place à Malacca, les gens me rappelaient aussi sans cesse le pays, attentifs qu'ils étaient à ce qui s'y passait. Il y avait ceux qui me félicitaient, ceux qui s'inquiétaient de savoir si la révolution allait réussir ou sur quoi elle allait déboucher, ceux qui se demandaient où en était également la situation en Égypte qui commençait à voir la place *Tabrir* du Caire se remplir de manifestants qui protestaient contre le régime de Moubarak.

Cette curiosité soudaine pour la Tunisie, pays jusqu'ici trop lointain, trop différent – certains ne savaient même pas où le situer, en Afrique ou en Asie? Comme pays musulman, comme pays arabe? – ne faisait que renforcer mon enthousiasme et me faire réaliser l'extraordinaire écho qu'était en train d'avoir la révolution tunisienne dans le monde et jusqu'en Asie du Sud-Est. Quel plaisir de découvrir à la première page des journaux locaux les gros titres consacrés à la Tunisie et les photos des manifestations qui l'accompagnaient. C'est donc à peine ma valise de Malaisie défaits que je prenais à nouveau l'avion de Genève pour atterrir à Tunis, accompagné d'un sentiment de jubilation que je n'avais jamais connu jusqu'ici, en rentrant dans le pays.

*Pourquoi? Je veux dire: s'agit-il de la reconnaissance, quelque peu tardive, d'une certaine appartenance, de certaines racines? Discours quelque peu périlleux pour un anthropologue!*

Ce qui me guidait, c'était le sentiment, qui me semblait finalement partagé par tous les Tunisiens, de pouvoir enfin se redécouvrir citoyen de ce pays, de renouer le fil avec une histoire qui a été suspendue depuis longtemps, de retrouver le goût d'un réel qui nous a échappé jusqu'ici. C'est ce sentiment extraordinaire qui m'a empoigné dès les premiers jours de la révolution. Je me suis senti libéré d'un énorme poids qui m'écrasait et m'empêchait de me sentir libre. Je n'avais jamais eu le sentiment d'habiter pleinement la citoyenneté tunisienne. Celle-ci était entre les mains du *hakem* (de celui qui gouverne, ou plus exactement de celui qui commande, cela rend mieux la dimension répressive de la fonction telle que la perçoit le citoyen ordinaire) et toute incartade à la règle, réelle ou imaginaire, risquait de donner lieu à une rebuffade, à une remontrance, voire à une humiliation de la part de la moindre personne qui possédait la moindre parcelle de pouvoir.

Face au représentant de l'ordre (le policier, l'huissier de l'administration, le chef de bureau ou

d'usine, le maître d'école, le député, le municipal, etc.), le simple citoyen tunisien avait l'impression d'être toujours en faute. Sa citoyenneté ne s'incarrait pas en lui de façon positive, elle l'était malgré sa volonté. Son identité était toujours prise de trouble face à l'autorité qui donnait l'impression d'en savoir plus sur lui. De quoi le Tunisien était-il finalement le nom? Telle était la question que je me posais. Telle était aussi, je le découvrais à grande échelle, la question que se posaient finalement tous les Tunisiens. Au lendemain du départ du dictateur, nous nous découvriions tous engagés dans la même quête: comment pouvions-nous habiter à nouveau nos consciences, nos pensées, les partager et en débattre? Allions-nous être capables de reprendre les choses en main, serions-nous assez libres et autonomes pour décider désormais de nos vies? Par quelle priorité commencer? Comment assurer un nouvel être-ensemble, réunir dans un projet commun les différentes singularités qui composent la multitude? Comment concevoir le prochain gouvernement de la société, réaliser la justice sociale, l'égalité de développement entre les différentes régions du pays? Et, par dessus tout, comment concrétiser la dignité au nom de laquelle tous se sont révoltés?

*J'insiste: à quel titre t'es-tu inclus dans le «Nous»?*

C'est tout simplement au titre d'un citoyen potentiel d'un pays, nommé la Tunisie, qui allait pouvoir enfin, et pour la première fois, réaliser concrètement cette appartenance. Je voulais me réapproprier une citoyenneté que je n'ai pu pleinement vivre, jusqu'ici, qu'ailleurs, dans un autre pays, la Suisse. Je voulais goûter en Tunisie ce que je goûte depuis plusieurs décennies dans ce pays d'Europe où la démocratie directe n'est pas un vain mot et où je n'ai cessé un instant d'exercer mes droits de citoyen. C'est pourquoi, mes premiers pas à Tunis après la révolution furent un véritable enchantement. Je pouvais enfin me promener avec sérénité. Quel pas légers désormais! Plus aucune appréhension du policier en uniforme ou en civil, plus aucune tension entre les passants qui se croisent désormais le sourire aux lèvres ou du moins en toute confiance. J'allais d'une rue à l'autre, d'un trottoir à l'autre avec le sentiment de ne rencontrer aucune forme d'hostilité ou d'agressivité auxquelles on était plutôt habitué dans la ville. Les soldats en faction dans les carrefours étaient avenants, on bavardait et on se faisait photographier avec eux. La devanture de la librairie de la grande artère de Tunis, *Al Kitab* («Le livre»), était prise d'assaut par la foule qui y découvrait, ébahie, tous les titres des livres qui avaient été censurés jusqu'ici. Dehors, les

graffitis qui fleurissaient sur les murs traduisaient la liberté de ton récemment conquise et la jubilation face à la liberté d'expression

*Quels ont été tes interlocuteurs ?*

Les premières personnes que j'ai rencontrées furent des militants du parti *ettajdid* («Le Renouveau»), héritier du parti communiste, mais depuis longtemps reconverti à une politique centriste. La plupart d'entre elles étaient plus âgées que moi. Elles avaient commencé à militer dès le début des années soixante, au lendemain de l'indépendance du pays. J'ai vite appris, cependant, que les unes et les autres avaient pris, à un moment ou à un autre, et pour des raisons diverses, leur distance avec le parti et ses différents avatars, notamment dans sa dernière version où il a bénéficié d'un statut légal, mais particulièrement surveillé par la police de Ben Ali. Le fait est que la plupart était de retour dans le giron du parti, et l'impression qui s'en dégageait était l'extrême longévité de cette génération de militants qui ne semble pas s'être renouvelée, comme si le temps de la dictature avait tout gelé et conservé les acteurs et les idées dans une sorte de présent permanent. Il fallait extrapoler ce constat à toute la classe politique tunisienne. Ce qui sautait le plus aux yeux, c'était le caractère gérontocratique du personnel politique du pays qui touchait sans exception tous les partis et toutes les tendances. Ce problème était doublé d'un autre, celui de la faible représentation des femmes au sein des cadres de ces mouvements, alors même que celles-ci étaient plutôt très engagées comme militantes et très actives au niveau de la prise de parole et des discussions qui prenaient place ici ou là et dans lesquelles elles manifestaient autant de pertinence, de lucidité et de fermeté que les hommes. Les jeunes, pourtant fer de lance de la révolution, n'étaient pas non plus très nombreux dans ces mouvements, et encore moins au niveau des instances dirigeantes.

La société tunisienne avait beaucoup changé pendant les dernières décennies, tout le monde en convenait, mais la représentation qu'on s'en faisait, au moins dans ces milieux, semblait, elle, comme demeurée suspendue à une temporalité lointaine, celle de l'ère de Bourguiba, époque où la dictature s'est installée en Tunisie. On ne savait pas comment enjamber cette longue parenthèse. Faute de pouvoir habiter le passé, largement escamoté par cinquante ans de dictature et dont on ne partageait finalement qu'une vision monolithique et négative, on ne savait pas comment renouer le fil, ni même quel fil tirer pour habiter pleinement le présent. J'ai ainsi tout de suite compris que la tâche ne serait pas facile et qu'il fallait être particulièrement inventif si l'on voulait

retrouver une quelconque capacité d'agir.

La solution ne pouvait pas provenir du côté de l'université, l'univers que je connaissais quand même le mieux de par mon métier de professeur et de chercheur. Avant, pendant et après la révolution cet espace n'a, en effet, pas bougé. Il n'a pas particulièrement frémé d'idées politiques, encore moins de projets révolutionnaires. En fait, toutes les institutions traditionnelles, y compris l'université, étaient en crise. On manquait de confiance en elles, les compromissions et les passe-droits y ont été trop nombreux pour qu'une action révolutionnaire puisse surgir de leur sein. C'était du dehors que les choses pouvaient venir, à l'instigation de la révolte des jeunes elle-même, qui n'était partie ni des classes nanties, moyennes ou petites, ni des adultes, ni des intellectuels, ni des syndicalistes ou autres catégories «respectables» de la société, mais des déclassés du système, plus précisément des jeunes chômeurs dont beaucoup bénéficiaient d'une formation universitaire ou du moins d'un certain niveau scolaire.

Comme pour tous les autres Tunisiens, ma nouvelle éducation politique allait se faire au sein d'espaces jusqu'ici inédits, d'espaces inventés au lendemain de la révolution: comités de défense de la révolution prenant en charge selon le lieu et le moment différentes problématiques, associations de la société civile poursuivant différents objectifs, structures pour la défense des droits des martyrs et des blessés de la révolution, pour la dénonciation et la poursuite des responsables de la corruption, de la torture et de la répression, séminaires et écoles d'été sur différents thèmes, festivals, expositions photographiques, débats, colloques, films sur la révolution, meetings politiques, etc. De telles activités s'accompagnaient de discussions et de débats qui prenaient place un peu partout, y compris dans les lieux les plus improbables: sur les trottoirs, les places publiques, les arrêts de bus, l'intérieur des taxis, les cafés et restaurants, les magasins et échoppes, les plages, etc. et avec les commerçants, les marchands ambulants, les hôteliers et restaurateurs, les cireurs de chaussures, les gargotiers, les fonctionnaires, les ouvriers, les amis, les voisins, les collègues, les visiteurs étrangers, les étrangers établis en Tunisie, la famille, etc.

*Dans les années 1980, tu as effectué une recherche sur la mémoire généalogique dans les oasis tunisiennes. Y es-tu retourné pour voir si quelque chose avait changé là-bas aussi ?*

En effet, le troisième élément qui fut déterminant dans ma nouvelle rencontre avec le pays fut la visite que j'ai effectuée, lors de mon deuxième sé-

jour en Tunisie, à El Ksar de Gafsa, où j'avais poursuivi dans les années 1980 une recherche ethnographique sur la mémoire généalogique des oasiens. Sur place, j'ai retrouvé mes interlocuteurs, amis et parents, avec qui j'ai pu renouer le fil après vingt ans d'absence. La situation ne semblait pas avoir beaucoup changé par rapport au sentiment de délaissement de la région et à son sous-développement, même si certaines réalisations économiques et sociales, très insuffisantes du reste, ont quand même pu être réalisées pendant ces dernières décennies. Comme pour ce qui se passait dans le reste du pays, j'ai pu y observer l'implication politique des jeunes notamment à travers les comités de défense de la révolution, leur enthousiasme par rapport aux perspectives qui s'ouvraient, leur volonté d'œuvrer afin que le changement devienne irréversible, mais également les dissensions qui affleuraient déjà entre les différentes composantes du tissu social: les mises à nu des complicités de beaucoup avec l'ancien régime, de la corruption et des passe-droits persistants au sein de l'administration, la dénonciation de l'opportunisme des anciens membres et cadres rcédistes (Rassemblement Constitutionnel Démocratique, parti de l'ancien dictateur), les conflits autour des ressources économiques, notamment de l'accès au travail, qui réactualisèrent des solidarités segmentaires et lignagères qui n'avaient en fait jamais véritablement disparu.

La petite société que j'ai côtoyée pendant ces quelques jours a joué le rôle d'un microcosme dans lequel on pouvait observer le formidable bouleversement qu'était en train de connaître le pays. J'y assistais à la même scène qui se jouait partout ailleurs en Tunisie et au même moment: effervescence révolutionnaire, libération de la parole, recomposition des forces, apparition de nouveaux conflits, frustrations naissantes, foisonnement de projets, violences partisans, etc. Ce retour à Gafsa a renoué le fil avec l'expérience existentielle et intellectuelle que j'y ai vécue vingt ans plus tôt comme anthropologue et comme simple citoyen d'un pays sous la dictature. A l'époque, dans le même mouvement où j'analysais les sociétés oasiennes dans leur rapport au passé et au présent, notamment leur insertion plus ou moins douloureuse dans l'État-nation post-colonial, je me questionnais sur ma propre place dans la société tunisienne que j'avais quittée vingt ans plus tôt à cause de l'étouffement que j'y ressentais. Mon souci n'était pas tant de récupérer ou de me réconcilier avec une identité nationale que j'aurai perdue de vue depuis très longtemps, que de construire avec mes hôtes une vision partagée de ce que signifiait véritablement appartenir à la région en même temps que de se sentir membre de la société tunisienne de l'époque.

Cette concordance des destins entre le destin in-

dividuel et le destin collectif va être agissante à nouveau après la chute de la dictature. La révolution qui touche actuellement le pays est un formidable moment de recomposition sociale et collective, de refondation du lien social, elle est aussi l'occasion d'une redéfinition de soi. Tous les Tunisiens, y compris moi-même, sommes à l'intersection de l'histoire globale – celle où sont en train d'être décidés le présent et le futur de la société tunisienne – et de l'histoire locale – celle au niveau de laquelle l'événement est vécu par les différents groupes, classes, communautés et individus qui la composent. Ces deux mouvements sont intimement liés. On fait tous face à la question de savoir comment être à nouveau Tunisien? En ce qui me concerne, il m'est clairement apparu que je devais reprendre l'ouvrage là où je l'avais laissé, dans le cadre de la monographie de terrain que j'avais consacrée en son temps à l'oasis d'El Ksar. La révolution est ainsi devenue mon nouveau terrain de recherche, le lieu où je pouvais concilier l'engagement scientifique et l'engagement citoyen, la distance critique par rapport aux événements et la participation active à l'histoire en train de se faire.

*Ceci semble constituer un excellent thème de réflexion pour le futur. Qu'en penses-tu?*

Oui, absolument! C'est, d'ailleurs, à ce travail d'écriture de la révolution que je me suis attelé depuis la révolution du 14 janvier 2011.

FRANCESCA MARIA CORRAO  
 Dipartimento di Scienze Politiche  
 Università Luiss-Guido Carli, Roma  
 corraobobbio@gmail.com

*Arab Revolutions: The cultural Background*

*Arab Revolutions are the result of a long process of cultural growth: the need to address world economic crisis made evident the clash between expectations and the inadequacy of the political elite. Looking back over the historical crises in the Arab world we recognize similar patterns. The Arab awakening has, since its early days, shown the presence of few common elements: education and military reforms, spread of new ideas, demographic growth and a new generation with high expectations. In the past either the ruling class had repressed the revolutionary movements (Ottoman, Colonial powers) or the army had put their governments to an end (Nasser and Asad). In the present experience there are new elements: women's empowerment, new media and the growing role of civil society with both secular and Islamic trends.*

*The critical elements are economic, social and also legal: in fact, the revolutions have shown up the fragility of societies that still maintain traditional social codes, like the family law, with a conservative interpretation of the Islamic faith(s?) that clashes with the needs of the modern working woman.*

*Furthermore, the Governments were not able to answer to the higher expectations of the young graduates, and their competences became a boomerang: a ruling class that proved unable to govern transition from dictatorship towards modernity and democracy. The new media helped to bring together the different groups of young people that had already worked to change the situation in the past years. The most difficult task now is to grant equal rights and duties to the different political and cultural realities of the country. This paper will examine these elements with a view to understanding the changes taking place in these countries through the lenses of the socio-political actors that emerged in the region and that are likely to play an increasingly prominent and assertive role in the future.*

*Keywords: Culture; Gender; Secularism; Education; Media*

*Le rivoluzioni arabe: Il background culturale*

Le rivoluzioni arabe sono il frutto di un lungo processo di crescita culturale che si è trovato in conflitto con una inadeguata classe politica, incapace di rispondere alla crisi economica internazionale. Uno sguardo alla storia moderna del mondo arabo evidenzia alcuni fattori ricorrenti nelle fasi rivoluzionarie: la riforma dell'educazione e dell'esercito, l'innovazione nella comunicazione, la crescita demografica e ambiziose giovani generazioni

animate da nuovi ideali. Le esperienze pregresse hanno visto concludersi la fase rivoluzionaria o nella sanguinosa repressione da parte dei regimi (Ottomano, coloniale) o con la fine di questi *manu militari* (Nasser e Asad). Le rivoluzioni in atto aggiungono delle novità: l'*empowerment* delle donne, l'internazionalizzazione dei *new media* e il ruolo crescente della società civile rappresentata sia da gruppi laici che religiosi.

Gli elementi critici, oltre alla crisi economica, sono di natura legale e sociale. Il cambiamento che si sta compiendo nella regione ha evidenziato la fragilità di società che ancora mantengono codici tradizionali di comportamento – come la legge dello stato di famiglia in cui prevale un'interpretazione conservatrice della *shari'a* – che contrastano con le esigenze della donna lavoratrice moderna.

Le ambiziose aspettative della giovane generazione di laureati sono state disattese dai governi mentre le competenze acquisite si sono rivelate dei boomerang poiché hanno reso evidente l'incapacità della classe al potere di gestire la transizione dalla dittatura verso la modernità e la democrazia.

La sfida consiste nel garantire uguali diritti e doveri alle diverse realtà culturali e politiche locali. I *new media* hanno agito da catalizzatore tra le varie forze presenti associando giovani che già da anni si muovevano alla ricerca di spazi per promuovere il cambiamento. Questi elementi saranno qui esaminati per comprendere i cambiamenti in atto nei paesi toccati dal vento della rivoluzione a partire dalla visione degli attori socio-politici che le hanno promosse e che avranno un ruolo preminente in futuro.

Parole chiave: Cultura; Genere; Secolarismo; Educazione; Media

SAMIA MIHOUB

Faculty of Letters and Human Sciences  
 Université de Sherbrooke, Québec, Canada  
 Samia.Mihoub@USherbrooke.ca

*Cyberactivism at the time of the revolution in Tunisia*

*In this paper, we examine the contribution of the social Web in the events that led to the fall of the regime of Ben Ali in January 14, 2011. We take an interest in cyberactivism during the revolution for thinking about the ways of writing and archiving of the collective memory of Tunisia. In addition, the role played by cyberactivists through censored social platforms and websites is especially surprising in the sequence of events leading to the collapse considering how strong was the repression. We study the tools, methods and procedures of the actions carried out by cyberactivists to bypass repression, highlighting how in social events the Web acted as a relay of information, a catalyst of contestation and, since January 15, 2011, an outlet of the trauma of Ben Ali's fall. We also investigate*

*about how coordination between the Web and the street took place in the mobilization of the protest. Finally, we reflect on the changing role of online activists in post-revolutionary Tunisia and the need to redefine their roles, their speeches and their goals. The debate about reclaiming the public sphere, a watermark of our analysis, permits to observe how the reconstruction process is at work. The learning of democratic public debate takes place in an context charged with conflict, tension and disagreements of various kinds.*

*Keywords: Revolution; Censorship; Public sphere; Tunisia; Social web*

### *Il "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione tunisina*

In questo articolo si prende in esame il contributo del social web nella catena di eventi che porterà alla caduta del regime di Ben Ali, il 14 gennaio 2011. Il nostro interesse è rivolto al "cyberattivismo" al tempo della rivoluzione per riflettere sulle procedure di scrittura e archiviazione della memoria collettiva della Tunisia. Inoltre, il ruolo dei "cyber-attivisti" su piattaforme sociali e siti web censurati, è stato tanto più sorprendente nella sequenza degli eventi che hanno portato al crollo del regime quanto più forte era l'azione di repressione. Il nostro studio si concentra dunque sugli strumenti, le modalità e le procedure d'azione messe in atto dai "cyberattivisti" per bypassare le misure repressive. Questa analisi permette di evidenziare la funzione di trasmissione delle informazioni che il Web ha giocato in questi eventi, di catalizzatore di una parte della contestazione e, a partire dal 15 gennaio 2011, di sfogo delle reazioni seguite allo shock della caduta di Ben Ali. Ci siamo interrogati anche sulle modalità di coordinamento tra la rete e la strada nella mobilitazione della contestazione.

Infine, si è anche riflettuto sull'evoluzione del ruolo dei "cyberattivisti" nella Tunisia post-rivoluzionaria e sulla necessità di ridefinire i loro ruoli, i loro discorsi e i loro obiettivi. Il dibattito sulla riappropriazione della sfera pubblica, che appare in filigrana da questa analisi, permette di osservare il processo di ricostruzione che è in atto. L'apprendimento del dibattito pubblico democratico avviene in un contesto carico di tensioni e di divergenze di varia natura.

*Parole chiave: Rivoluzione; Censura; Sfera pubblica; Tunisia; Social Web.*

SEIMA SOUSSI  
Département d'information et de communication  
Université Laval  
seima.soussi.1@ulaval.ca

*How to make a revolution in the Internet age: The role of*

*the social media in the Tunisian revolution*

*The Tunisian revolution has surprised the whole world. First, because no one anticipated it. Second, because the overthrow of the dictatorial regime occurred in such a short time that the Tunisians themselves were amazed. To explain this phenomenon, the conclusion has emerged rapidly: Internet and specifically social media played an unprecedented role in the Tunisian revolution. Commentators, therefore, referred to it as «cyber-revolution», «Facebook revolution» or «2.0. revolution». However, after the fervor of events, analysts have changed their minds. Today, they tend to adopt a more nuanced tone and they relativize social media contribution to the popular protest movement.*

*For the Tunisian people, this revolution is basically a popular revolt against the social and economic injustice, a struggle for freedom and dignity. Yet, despite the rapid succession of events, a bloody repression took place. That is why considering social networks as the single explanatory factor of this protest movement is reductive. In the meantime, it's important to recognize the significant role they played in the information dissemination and the popular mobilization. The Tunisian revolution is therefore, the work of both protesters from the marginalized cities and neighborhoods who faced the police and also social media young users who challenged cyber censorship and joined the dissenters diffusing their cause into the entire world. During this popular uprising, Tunisians have changed their use of social media which have become a political activism tool.*

*Keywords: Cyber-activism; Cyber-revolution; Social media revolution; Online freedom of speech; Internet censorship*

*Come fare la rivoluzione nell'era di Internet: il ruolo dei social media nella rivoluzione tunisina*

La rivoluzione tunisina ha sorpreso il mondo intero. Innanzitutto perché non era stata prevista da nessuno e in secondo luogo perché il rovesciamento del regime dittatoriale è avvenuto in tempi così brevi da stupire i Tunisini stessi. Spiegare questo fenomeno è semplice, poiché si arriva rapidamente alla conclusione che Internet e in modo particolare i *social media* hanno giocato un ruolo senza precedenti. Per questo motivo i commentatori hanno parlato spesso, in questo caso, di «cyber-revolution», di «Facebook revolution» o di «2.0. revolution». Tuttavia, dopo il fervore causato dagli eventi, gli analisti hanno cambiato opinione. Oggi tendono invece ad usare toni più sfumati e a relativizzare il contributo dei *social media* nel movimento di protesta popolare.

Per il popolo tunisino questa rivoluzione è fondamentalmente una rivolta contro l'ingiustizia economica e sociale, una lotta per la libertà e per la dignità. Una repressione sanguinosa della rivolta ha avuto luogo ancora

una volta anche a dispetto della rapida successione degli eventi. Questo è il motivo per il quale considerare i *social network* come l'unico fattore di questa protesta è riduttivo. Al tempo stesso, è importante riconoscere il ruolo significativo che hanno giocato nella diffusione delle notizie e nella mobilitazione popolare. La rivoluzione tunisina è perciò sia opera di dimostranti provenienti da città marginalizzate e dai dintorni che hanno affrontato la polizia sia di giovani utilizzatori dei *social media* che hanno sfidato la censura in Internet, unendosi ai contestatori e portando avanti la loro causa in tutto il mondo. Durante questa rivolta popolare i Tunisini hanno cambiato il loro modo di usare i *social media* che sono diventati strumenti di attivismo politico.

Parole chiave: Cyberattivismo; Cyber-rivoluzione; Rivoluzione dei *social media*; Libertà di parola *on line*; Censura in Internet

NABIHA JERAD  
University of Tunis  
nabiha.jerad@gmail.com

*The Tunisian revolution: from slogans for democracy to language as power.*

*This article proposes that the Arab revolution is first and foremost a speech event. Drawing on the case of Tunisia where the revolution began, it examines the slogans of the revolution calling for "liberty" and "dignity" and other words that made History. Then, the article considers some semantic questions related to the Islamist/secularist dichotomy that has taken center stage since the revolution in the political debate for elections and where words became cultural stakes. And finally, it explores the emergence of the issue of the maternal language, colloquial Arabic as a political action challenging transition towards democracy that moves against the use of classical Arabic, as it excludes many Tunisians in Tunisia and more particularly in the diaspora.*

Keywords: Slogans; Islamist; Secularization; Diglossia; Discourse analysis; Sociolinguistics

*La rivoluzione tunisina: dagli slogan per la democrazia alle sfide della lingua.*

Questo contributo analizza la rivoluzione araba in quanto evento linguistico. Esso si concentra sull'esempio tunisino, poi imitato nel resto della regione, per studiarne in primo luogo il potere di mobilitazione di slogan semplici e pragmatici che hanno espresso rivendicazioni politiche di *libertà* e di *dignità* e che hanno avuto risonanza in tutta la regione araba. Queste parole e le altre, che hanno raccontato e fatto la Storia, sono analizzate come

atti linguistici che hanno abbattuto la dittatura, mentre reclamavano con urgenza l'accesso alla democrazia. Il contributo analizza anche alcuni problemi semantici posti dai termini del dibattito politico in vista delle elezioni della Costituente e di cui la dicotomia «islamisti/laici-modernisti» è stata interpretata come una posta fondamentale della società. Infine, si riflette sul problema della lingua madre che ignora questo vocabolario politico, e che costituisce la prima sfida della democrazia in un caso come quello dell'arabo in cui la lingua ufficiale, *fusha*, esclude una buona parte dei Tunisini di Tunisia e della diaspora, rappresentati per la prima volta nella Tunisia della seconda repubblica.

Parole chiave: Slogans; Islamista; Secolarizzazione; Diglossia; Analisi del discorso; Sociolinguistica.

EMIR BEN AYED  
emirbenayed@yahoo.fr

*Struggles for freedom and dignity. A post-revolutionary account of a Tunisian photographer.*

*The text and the photos are a a posteriori subjective testimony of the author on the Tunisian revolution and its development, its causes and its actors as well as its outcome almost a year after its release.*

Keywords: Revolution; Freedom; Tunisian youth; Dignity; Honor

*Lotte per la libertà e la dignità. Testimonianze post-rivoluzionarie di un fotografo tunisino.*

Questo testo e le foto sono una testimonianza soggettiva *a posteriori* dell'autore sulla rivoluzione tunisina, sul suo svolgimento, sulle cause, sugli attori e sui suoi esiti a quasi un anno dal suo scoppio.

Parole chiave: Rivoluzione; Libertà; Gioventù tunisina; Dignità; Onore

HABIB SAIDI  
Département d'histoire  
Université Laval (Québec)  
habib.saidi@hst.ulaval.ca

*Itinerary of the sudden death of a dictatorship. Tourism anger, corrupt facades and tourist revolution*

*This article looks at tourism and its link with the Tunisian revolution, both before and after it began. Consequently, the author adopts both a backward and forward looking perspective. In the first half, tourism is examined as one of*

*the major contributing factors to this revolution, especially as an economic sector that has been more beneficial for some regions than others, with all the social inequalities that engenders. In the second half, tourism is examined from the perspective of its potential to ensure Tunisia's progress in two ways: via a revolution in its tourism infrastructures and cultural potential, and by way of incorporating its new revolutionary image into its tourism. Accordingly, the article will discuss the aspirations for renewal in Tunisian tourism, which are being expressed in post-revolutionary discourse and museum exhibits.*

*Keywords: Tourism; Revolution; Dictatorship; Social inequalities; Crises*

*Itinerario della morte improvvisa di una dittatura. La reazione del turismo e la rivoluzione turistica*

Questo articolo analizza le ripercussioni che sul turismo ha avuto la rivoluzione tunisina, sia prima sia dopo il suo inizio. Per questo motivo l'autore adotta una duplice prospettiva che guarda sia al periodo precedente la rivoluzione che a quello seguente. Nella prima parte del lavoro il turismo è visto come uno dei fattori che maggiormente hanno contribuito alla rivoluzione, soprattutto in quanto settore economico che, malgrado i disequilibri sociali che esso genera, ha portato più benefici in alcune regioni che in altre. Nella seconda parte il turismo è esaminato a partire dalla prospettiva del potenziale che esso assicura al progresso tunisino, in due modi: sia attraverso una rivoluzione delle infrastrutture turistiche e del potenziale culturale; sia attraverso l'inclusione di questa nuova immagine rivoluzionaria della Tunisia nel turismo. Infine sono discusse le aspirazioni di rinnovamento nel turismo tunisino, espresse nel discorso post-rivoluzionario e nelle esposizioni museali.

*Parole chiave: Turismo; Rivoluzione; Dittatura; Disuguaglianze sociali; Crisi*

PAOLA GANDOLFI  
Dipartimento di Lettere, Arti e Multimedialità  
Facoltà di Scienze Umanistiche  
Università di Bergamo  
paola.gandolfi@unibg.it

*Ethnographies and fieldworks in Maghreb and in Morocco: before and after the "revolutions"*

*The Arab "revolutions" make us question about the dynamics of change, even the most complex and hidden ones, which have been ongoing in several Arab countries of the Mediterranean. As a matter of fact, only few ethnographic researches have been able to partially observe them. Here, we will focus on Maghreb, where the ongoing changes que-*

*stion us about the contribution of social and human sciences to the different modalities of observing and carrying out fieldwork, as well as to the multiple ways of narrating the complex heterogeneity and even the ambiguity of the contemporary context.*

*We propose to focus our attention on the Moroccan case study and especially on the history of social sciences in the Moroccan educational contexts, with the aim of grasping the complex interrelations between the history of these sciences and some key issues such as the weight of ideologies, the linguistic issue, the instrumental use of Islam, the conception of society behind the educational choices. In other words, we would like to observe the eternal relationship between research and politics, contextualising it in a specific national case. Within a historical perspective of the ethnographic research carried in Morocco, we will try to analyse some of the most recent works concerning the youngsters, their ways of expressing themselves, their artistic productions, the impact of the new media on their re-elaboration of the norms and on their daily behaviour, the emergence of social and political requests in connection with the lack of fundamental rights. Nowadays, some young Moroccan and Maghrebi researchers have chosen to observe the most recent ongoing events in Morocco and in Maghreb from inside and for many of them the theatres of the uprisings and of the demonstrations have become their fieldworks. Within this framework, we ask questions such as: what is actually changing in the subjects and modalities of their research, while such a fundamental socio-political change is going on?*

*All these issues refresh and renovate the debate between research and politics and oblige us to investigate the mobile relationship - within the Mediterranean area - between ethnographies and their fields, especially in contemporary Maghreb.*

*Keywords: Morocco; Social Sciences; Ethnographic revolutions; Anthropological research; Politics*

*Etnografie e lavori sul campo in Maghreb e in Marocco: prima e dopo le "rivoluzioni"*

Le "rivoluzioni" arabe ci interrogano a proposito delle dinamiche di cambiamento, anche quelle più sotterranee e complesse, in atto da anni nei paesi arabi del Mediterraneo e che solo certe ricerche etnografiche hanno saputo parzialmente osservare. Il nostro sguardo si focalizza sul Maghreb, dove i processi di trasformazione in corso ci sollecitano sull'apporto delle scienze sociali e umane in rapporto alle modalità di osservare e di svolgere lavori sul campo, ma anche di narrare la complessa eterogeneità e ambiguità della realtà contemporanea. La proposta è allora di concentrarci sul caso marocchino e di ripercorrere la storia delle scienze sociali nei contesti di formazione, per scoprirne le complesse interrelazioni con alcune questioni chiave quali quella linguistica, l'uso

strumentale dell'Islam, il peso delle ideologie, i progetti di società nascosti dietro alle scelte educative e i principali processi sociopolitici. Tutti segni tangibili dell'etero rapporto tra ricerca e politica, che si concretizzano in uno specifico contesto nazionale. Partendo da una prospettiva storica dell'evolversi delle ricerche etnografiche in Marocco, si intendono analizzare alcuni dei lavori più recenti inerenti i giovani, le loro modalità di esprimersi e le loro produzioni artistiche, l'impatto dei nuovi media sulla riformulazione delle norme e sui comportamenti quotidiani, l'evolversi di alcune domande sociali e politiche in relazione alla mancanza di diritti fondamentali. Oggi, rispetto agli eventi più recenti in atto in Marocco e in Maghreb molti ricercatori hanno scelto di osservarli "dall'interno", i teatri delle rivolte e delle manifestazioni sono diventati terreno dei loro lavori sul campo. Come cambiano gli oggetti e le modalità di indagare con un così importante cambiamento del contesto sociopolitico? Tali interrogativi rinnovano il dibattito tra ricerca e politica (tra ricerca e centri di formazione alla stessa), invitandoci ad indagare il nesso mobile – all'interno dell'area mediterranea – tra etnografie e terreni su cui esse si realizzano, nei singolari contesti maghrebini contemporanei in divenire.

Parole chiave: Marocco; Scienze sociali; Rivoluzioni etnografiche; Ricerca antropologica; Politica

JONI AASI

Al-Istiqlal University, Birzeit University  
ghadiaasi@gmail.com

*Israel face to the Arab Spring: The power of popular movements*

*The Arab spring, defined in terms of popular mobilization against authoritarianism, represents primo a domestic change with regional impacts or with strategic implications at the regional level that can be described very well by the "end of the reduced siege". The trend of radicalization goes behind the cleavage radical and moderate regimes; it raises the fear from the emergence of a Sunnite majority's regime with a hegemonic position in the region. We are in presence of strategic thought of "Sykes-Picot style" (the cleavage minority and majority regimes). In the second place the Arab spring indicates a mobilization against the non-representation of the interest of the majority of citizens in the political map. By attacking the large gap between the governed and the governing, the Arab spring is a regional event. The mobilization of popular movements in the Arabic world has offered a repertoire of collective actions to be imitated by Palestinians and Israelis. Here, the Arab spring and in ideological terms provides an opportunity for the Pax democratica. The movements of protest in Israel can contribute to the integration of Israel in the region out of its "state of siege". But for the realization of that,*

*changes have to be effectuated also at the level of political symbolism of the Arab-Israeli conflict reflected in "essentialist" approach to Israeli democracy.*

Keywords: Arab spring; Popular movements; Radicalization; Reduced siege; Democratization; Political symbolism

*Israele di fronte alla Primavera araba: la forza dei movimenti popolari*

La primavera araba, definita in termini di mobilitazione popolare contro l'autoritarismo, rappresenta innanzitutto un cambiamento interno con impatti regionali o con implicazioni strategiche a livello regionale che può essere descritto in modo efficace dalla "fine dell'assedio ridotto". La tendenza alla radicalizzazione è conseguenza della scissione tra regimi radicali e moderati che solleva dal timore dell'insorgere di un regime a maggioranza sunnita, con una posizione egemone nella regione. Siamo in presenza di pensiero strategico alla "Sykes-Picot" (scissione tra regimi di maggioranza e di minoranza). In secondo luogo, la primavera araba indica una mobilitazione contro la mancata rappresentazione degli interessi della maggioranza dei cittadini nello scenario politico. Si tratta di un evento regionale nella misura in cui si oppone al grande divario tra governati e governanti. La mobilitazione dei movimenti popolari nel mondo arabo ha offerto agli Israeliani e ai Palestinesi un repertorio di azioni collettive da imitare. In questo contesto, la primavera araba offre, in termini ideologici, un'opportunità per la *Pax democratica*. I movimenti di protesta in Israele possono contribuire all'integrazione di Israele nella regione fuori dal suo "stato d'assedio". Ma per la realizzazione di questo obiettivo, i cambiamenti devono essere operati anche a livello del simbolismo politico del conflitto arabo-israeliano che si riflette nell'approccio "essenzialista" alla democrazia israeliana.

Parole chiave: Primavera araba; Movimenti popolari; Radicalizzazione; Assedio ridotto; Democratizzazione; Simbolismo politico